

Besançon

L'inquiétude de la Mission locale face à la baisse de ses financements

Le budget très attendu du gouvernement Bayrou flotte comme une épée de Damoclès au-dessus de la tête de la Mission locale du bassin d'emploi de Besançon. Les restrictions inédites subies l'an dernier ont déjà entamé la dégradation de l'accompagnement de jeunes toujours plus nombreux, et n'augurent rien de bon pour la suite.

Dire que les craintes sont grandes du côté de la Mission locale du bassin d'emploi de Besançon et de sa soixantaine de salariés est un euphémisme. Le gouvernement Bayrou, qui n'a toujours pas accouché de son budget alors que l'heure est aux économies, y est pour quelque chose. « Nous n'avons aucune visibilité sur les montants qui seront engagés pour nos structures - 460 en France - cette année », pose Thierry Grandmottet, directeur de la mission du bassin bisontin.

Une année 2024 déjà dégradée

L'une des seules choses sur laquelle il peut se baser, ce sont les 6 % de baisse de l'aide accordée par l'État qu'avait prévus le gouvernement Barrière. « À Besançon, cela aurait représenté une perte de 100 000 € sur les 1,7 million d'euros versés en 2024. Cela

correspond à deux postes et demi en moins. » Alors que l'État est le premier financeur de la Mission locale de Besançon - plus de 50 % des 3,2 millions d'euros de budget total l'an dernier - et que le nombre de jeunes aidés par la structure a augmenté, passant de 3 200 en 2023 à 3 500 l'année suivante.

Mais le responsable peut surtout s'appuyer sur les restrictions déjà appliquées et subies l'an dernier, toutes annonciatrices d'une dégradation inévitable de l'accompagnement des 16-25 ans. « Le Contrat d'engagement jeune [CEJ, qui permet de toucher une allocation mensuelle en échange de 15 à 20 h d'activité par semaine : N.D.L.R.] a été plafonné pour la première fois. Avant, notre objectif était fixé à 550 contrats signés par an, et on pouvait le dépasser. En juin dernier, on nous a appris que l'objectif devenait plafond, et qu'il était abaissé à 529. Interdiction d'aller plus loin. »

Conseillers démunis

Les conséquences directes de ces restrictions inédites sur l'activité des missions locales sont parfaitement illustrées par la dégradation d'un autre dispositif, l'un des plus courants dans l'arsenal du conseiller d'insertion : le Pacea, parcours contractualisé d'ac-



La Mission locale bisontine craint une baisse considérable de ses financements en 2025. En particulier ceux provenant de l'État, premier financeur de ces structures en France. Photo L.S.

compagnement vers l'emploi et l'autonomie qui permet lui aussi le versement d'une allocation.

« Ces dernières années, on nous avait toujours alloué 250 000 € par an. En juin dernier, nous avons appris que le budget était désormais réduit à 110 000 €. Le problème, c'est qu'à ce moment-là de l'année, nous avions déjà dépensé 90 000 € », déplore Thierry Grandmottet. Les employés se sont donc retrouvés à ne quasiment plus pouvoir recourir à ce dispositif toute la deuxième partie de l'année.

« On se dirige vers une situation où les conseillers vont devoir faire plus avec moins, et se retrouver sans aucun outil, sans aucun moyen de récompense pour des jeunes toujours plus nombreux, qui vont finir par se lasser et partir, alors que c'est le public le plus demandeur d'emploi et le plus éloigné des institutions », prévient le directeur, dont les projections sont alarmantes : « Si on nous enlève 100 000 € des 800 000 € versés par l'État pour financer les CEJ, ce sont des CDD non prolongés. Si on nous enlève 400 000 €,

là, je ne sais sincèrement plus quoi faire. » Le responsable évoque d'éventuels licenciements.

Le « coup de massue » des Pays de la Loire

Et alors que Thierry Grandmottet n'avait jusqu'alors pas d'inquiétudes quant à une éventuelle baisse des financements de la Région Bourgogne Franche-Comté (11 % du budget total, deuxième financeur), l'annonce en novembre de la suppression pure et simple des subventions versées par la Région Pays de la Loire à ce type de structures a fait « l'effet d'un coup de massue sur toutes les Missions locales en France ». Sans oublier l'Île-de-France, où les moyens alloués ont été divisés par quatre en trois ans, selon *Le Monde*.

S'ajoutent à cela les inquiétudes budgétaires des Départements, eux aussi financeurs, et l'afflux annoncé de nombreux jeunes orientés par France Travail vers les missions locales depuis l'entrée en vigueur de la réforme du RSA. « Tout un secteur va se retrouver naufragé, ça risque d'être catastrophique. » Un cri d'alarme qui relaie le message à grande échelle lancé par l'Union nationale des missions locales, au ton, on ne peut plus explicite : « Alerte 16-25 ».

● **Léo Schaller**